

L'éclaireur n° 1

Janvier 2021

Stratégie de Joe Biden et de son administration

Remarques préliminaires

Le programme de Joe Biden est-il un New Deal à la Roosevelt ou une relance à la Obama ?

Le niveau de responsabilité du 46^e Président des États-Unis face à la crise économique, sanitaire, sociale et politique peut en effet être comparé à celui de Franklin Delano Roosevelt. La différence est que Roosevelt avait le temps devant lui : on comptait encore 11% de chômeurs en 1938. Joe Biden ne l'a pas. Mais il doit, comme après 1933, remettre les USA sur pied, et il peut agir dans les 100 premiers jours.

Comme Roosevelt, il devra combiner des mesures d'urgence et des réformes de structure, en liant la politique extérieure aux besoins de la classe moyenne (ouvrière et tertiaire, salaire minimum) mais aussi réformer des institutions (électorales, Cour suprême)

Joe Biden se trouve face à une situation plus grave qu'Obama en 2008 qui avait commencé son mandat en pleine crise financière. Il lui revient de trouver la bonne recette pour réparer les fractures de la société, dans une union cassée.

Il devra répondre aux peurs démographiques anciennes (diminution de la part des blancs), économiques (inégalités et stagnation des revenus des classes moyennes), politiques (ampleur des divisions et de la divergence des récits). Et également à l'impatience des électeurs.

Ce ne sera donc pas un 3^{ème} mandat Obama, dont il fut le vice-président, mais bien un 1^{er} mandat Biden riche avec une longue expérience d'une équipe très soudée et d'un Congrès moins défavorable. L'échec de la tentative de putsch le 6 janvier a montré que les institutions avaient résisté.

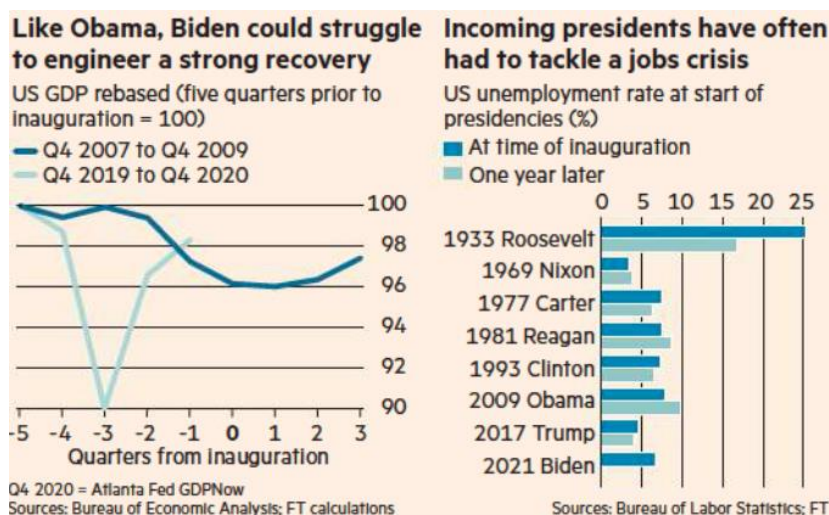
Puis compte-tenu de l'existence de la division des Républicains, le parti démocrate pourrait gagner les élections de 2022. Il ne sera en effet pas facile à un Républicain de gagner en se référant à Donald Trump, qui sera alors affecté par ses déboires judiciaires et financiers. Biden aura un premier mandat de centre-droit puis après 2022 une politique de centre-gauche (pour calmer son opposition à gauche, ses frondeurs démocrates : niveau de impôts, questions de genre et discrimination positive). Le calendrier législatif du nouveau Congrès reste encore flou et risque d'être parasité, au Sénat, par la perspective du procès en destitution de Donald Trump.

Le point central de sa stratégie est que l'agenda intérieur est sa priorité absolue. Le texte de référence à cet égard est celui de la Fondation Carnegie (Foreign Policy for the Middle Class), signée entre autres par Jack Sullivan, nouveau directeur du Conseil National de Sécurité.

État des lieux en janvier 2021

Ces deux graphiques issus du Financial Times (20 janvier 2021) permet de comparer les défis qui s'imposent à la nation américaine et à ses dirigeants dans le contexte d'une crise économique et d'une pandémie inédite : baisse du PIB de 6 à 10% selon les trimestres en 2020 ; chômage variant de 6 à 10% de manière quasi homothétique.

Le plan de relance d'Obama se montait à 787 Mds\$, celui annoncé par Biden est de 1900 Mds\$.



L'audition de Janet Yellen, nouvelle secrétaire d'Etat au Trésor et ancienne présidente de la Réserve fédérale (FED) à la Commission des finances du Sénat (mardi 19 janvier) à des fins d'approbation de sa désignation, offre les premiers éléments officiels du programme économique de la nouvelle administration (Huit anciens secrétaires au Trésor ont appelé à sa confirmation rapide).

Elle a confirmé sa priorité à l'emploi de la classe moyenne et des PME. *"I will be focused from day one on providing support to America's workers and to small business, putting into effect as quickly and efficiently as I can the relief in the bill that was already passed and then, over time, working for a second package that I think we need to get through these dark times before the vaccination program enables us to go back to life as we knew it,"*

Le plan d'aide de 1900 Mds\$, équivalent à près de 10% du PIB, pour réduire la pandémie et ses effets économiques et sociaux se décompose ainsi :

- Aide directe aux ménages : 350 Mds\$ (1400\$ par foyer ayant moins de 75 000\$ de revenu annuel) et aide aux collectivités locales. Le port du masque sera obligatoire dans tous les bâtiments fédéraux dans un délai de cent jours.
- Plan anti-Covid et aide à la santé publique : 400 Mds\$ (dont 70 Mds\$ pour la vaccination et les tests)
- Réouverture des écoles et des universités : 170 Mds\$
- Doublement du salaire minimum, à 15\$/heure

Le plan de relance concerne aussi l'immobilier locatif et commercial (crise financière rajoutée à la crise) et le renflouement des États et des villes en faillite (à commencer par New York, fracassée par le Covid : ni transports ni écoles ni touristes ni activité portuaire). Il vient s'ajouter aux 900 milliards

déjà votés en décembre. Malgré une majorité démocrate dans les deux chambres au Congrès, certaines des propositions pourraient nécessiter des négociations.

Janet Yellen s'est engagée à maintenir un dollar fort et à augmenter les impôts mais « *pas maintenant* » : on anticipe une hausse à terme des impôts 21 à 28 % et une taxe de 12,4 % au-delà de 400 000 dollars, une hausse du prélèvement étranger de 10 à 21 % (ce qui, selon [Arnaud Leparmentier](#), correspondant du quotidien *Le Monde* à New York, ne laisse aucune place pour une taxe GAFA de l'Union européenne, à laquelle Obama était déjà opposé).

Joe Biden a déjà annoncé un nouveau plan d'investissement, qui sera détaillé le mois prochain, pour « reconstruire en mieux » le pays (« build back better »), et notamment ses infrastructures. Il a annulé le permis de l'oléoduc Keystone XL avec le Canada, contradictoire avec la crise climatique, et a décidé un moratoire sur l'exploration des hydrocarbures dans le Refuge arctique national de vie sauvage. Washington rejoint l'accord de Paris (voir plus loin).

Relations avec les milieux d'affaires

Joe Biden a reçu quatre fois plus de contributions de Wall Street que Donald Trump pour sa campagne présidentielle selon le Center for Responsive Politics (CRP). Et, une fois n'est pas coutume, les milieux d'affaire (Business Roundtable, présidée par Douglas McMillon, PDG de Walmart, Chambre de commerce, dirigée par Ton Donohue), proches des Républicains, ont souhaité accompagner Biden pour qu'il réussisse. La communauté des affaires est donc plus favorable que jamais auparavant au programme économique de Biden, notamment sur l'accord de Paris, le retour à l'OMS, la campagne de vaccination, le soutien aux PME, le plan de modernisation des infrastructures, la régularisation des 11 millions d'immigrants en situation irrégulière et la fin des contraintes tarifaires sur les importations des pays alliés.

Néanmoins, certains s'inquiètent de la remise en cause de la politique fiscale de Trump, qui leur fut très favorable, d'une régulation plus stricte (risque de « *regulatory over-reach* », selon Ton Donohue) et du doublement du salaire minimum.

Les géants de la Big Tech, dont la puissance s'est accrue depuis quatre ans et surtout en 2020 verront leur modèle économique, issu en réalité de la dérégulation de l'ère Reagan - Thatcher (déréglementation, baisse de la pression fiscale, comptes offshore), critiqué et remis en cause par un Congrès défavorable au retrait de l'Etat. Une convergence est possible avec l'Union européenne, en avance dans ce domaine réglementaire. L'enjeu est plus politique : établir la responsabilité des plateformes numériques sur les contenus, comme dans les médias traditionnels et démanteler les monopoles (Facebook en premier lieu).

L'environnement, nouvelle arme américaine ?

Jo Biden est rentré dans l'accord de Paris, avec John Kerry, ancien secrétaire d'Etat, comme symbole, et il va demander à le faire respecter.

L'économie américaine est bien armée dans ce domaine :

- technologie voiture électrique (Tesla, Nikola) ;
- dynamique de marché : du charbon vers gaz ;
- dynamique des renouvelables : 3 fois plus d'éolien en 10 ans, 5 fois plus de solaire en 5 ans ;
- plan de relance 2000 milliards sur 4 ans et neutralité carbone 2035 : non financé.

On est à -23% depuis de pic d'émission de 2017 (14 % si on arrête en 2019). Le charbon : est passé de 50 % à environ 20 % du mix énergétique. Biden peut difficilement revenir au gaz de schiste. Mais le marché va faire ce qu'il a fait avec le charbon.

Joe Biden va employer le climat comme une arme, en jouant sur l'exigence de contrainte dans l'accord de Paris, en dénonçant les délocalisations polluantes, notamment en Chine et en mettant les Européens face à leurs contradictions. L'effort annoncé profitera au secteur de l'éolien, comme Vestas ou la filiale Renewable Energy de General Electric ou encore le leader mondial du câble l'italien Prysmian. Linde, ITM Power, NEL sont également bien placés. De même le groupe irlandais Kingspan dans le bâtiment ou Saint Gobain. Avec peut-être un risque de bulle comme pour le gaz de schiste.

Quelques remarques sur la politique étrangère

Lors de son audition à la Commission des affaires étrangères du Sénat (mardi 19 janvier après-midi), Anthony Blinken, le nouveau Secrétaire d'Etat (qui fut conseiller diplomatique du vice-président Joe Biden) a affiché des éléments de continuité avec la politique de Trump : ambassade à Jérusalem, rapprochement israélo-arabe, ouverture vers la Corée du nord et fermeté vis-à-vis de la Chine, le défi le plus significatif pour les États-Unis sans aucun doute dans tous les domaines. *« He also bluntly said that Trump was right for taking a tougher approach to China, even though he does not agree with the Trump administration's tactics ».*

La Chine sera donc approchée en position de force et non de faiblesse, avec l'appui des alliés et des institutions internationales, confirmant les propos de Janet Yellen sur les « pratiques illégales, abusives et inacceptables » de la Chine (dumping, barrières tarifaires, subventions aux sociétés publiques). Continuité sur le fond, mais sans provocation ni indulgence. : *« J'utiliserai les droits de douane quand ils seront nécessaires, mais la différence entre moi et Trump est que j'aurai une stratégie – un plan – pour utiliser ces droits pour gagner, pas seulement pour simuler la dureté ».*

Enfin, on assistera sans doute à un discours moins unanime sur l'envol irréversible de la Chine. D'autant que les États-Unis, décrits par la propagande et les experts chinois comme étant en déclin, se sont révélés plus forts qu'on ne le croyait dans le domaine des semi-conducteurs (en faisant plier ZTE, Huawei) et leur pouvoir d'injonction (Tik Tok).

Sur la Russie, même approche de fermeté, avec une ouverture sur les négociations nécessaires en matière d'armements stratégiques (Start 2).

Enfin, Biden prévoit à cet effet de former une coalition des démocraties (Europe, Japon, Corée du Sud, Australie, voire Indonésie et Inde) pour encercler la Chine et la contraindre. Le contexte est pourtant plutôt favorable à une telle alliance : la cote de popularité de la Chine s'est effondrée en Europe, l'Union européenne a pris conscience des risques stratégiques posés par Pékin tandis que les industriels allemands, en concurrence de plus en plus frontale avec leurs homologues chinois, sont moins prêts à toutes les compromissions. Pour les Européens, les tests seront : le retour du dossier agricole, l'automobile et surtout le Airbus - Boeing. Il s'agira de trouver un compromis entre autonomie stratégique et lien transatlantique, dans un monde qui a beaucoup changé depuis 2016.

Le grand mérite de Biden est d'avoir empêché un second mandat de Trump qui aurait détruit la cohésion du monde occidental et la démocratie américaine.

Michel Foucher
Ancien Ambassadeur
Senior Advisor chez CFJC